

MARCHE DE SERVICES SOCIAUX DE MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME EUROPEEN ERASMUS+ EDUCATION DES ADULTES

CONTRAT

Procédure prévue à l'article L. 2123-1 du code de la commande publique

Table des matières

1.1.	Identité des parties	3
1.2.	Avance	3
1.3.	Périodicité de versement des acomptes pour certains opérateurs économiques	4
1.4.	Coordonnées bancaires	4
1.5.	Le cas échéant, groupement conjoint d'opérateurs économiques	5
1.6.	Décision de France Travail Occitanie (<i>rubrique réservée à France Travail Occitanie</i>).....	5
1.7.	Notification du marché (<i>rubrique réservée à France Travail Occitanie</i>).....	5
2.1.	Objet du marché.....	6
2.2.	Durée du marché.....	7
2.3.	Forme et seuils du marché public.....	7
2.4.	Pièces constitutives du marché public	8
2.5.	Modalités d'exécution du marché	8
2.6.	Prix et modalités de règlement	13
3.1.	Dispositions applicables aux groupements d'opérateurs économiques	17
3.2.	Dispositions applicables en cas de sous-traitance et de recours à un fournisseur	17
3.3.	Assurances	19
3.4.	Protection des données personnelles.....	19
3.5.	Résiliation.....	21
3.6.	Litiges.....	23
2.	SIGNATURE DES PARTIES	23
3.	NOTIFICATION DU MARCHÉ	25

1. DISPOSITIONS PARTICULIERES

1.1. Identité des parties

Le présent marché est conclu entre :

France Travail Occitanie, établissement public administratif (SIRET n°130 005 481 169 90), représenté par sa directrice régionale, Madame Karine MEININGER, dûment habilitée à cet effet, domicilié en cette qualité : 33 Avenue Georges Pompidou, Bât E, BP 93186, 31131 BALMA cedex,

ci-après dénommé « France Travail » d'une part,

et la personne morale :

Indiquer la raison ou dénomination sociale, adresse du siège social, forme juridique, numéro SIRET, numéros de téléphone et de télécopie et courriel.

Si différent, indiquer la raison ou dénomination sociale, adresse, forme juridique et numéro SIRET, numéros de téléphone et de télécopie et courriel du service ou établissement chargé de l'exécution des prestations objet du ou des marchés publics.

représentée par :

Indiquer les nom, prénom, qualité, numéro de téléphone et courriel du signataire ayant compétence à cet effet.

- ☐ agissant en tant que candidat individuel ;
- ☐ agissant en tant que mandataire du groupement d'opérateurs économiques constitué en application des articles R. 2142-19 à R. 2142-27 du code de la commande publique conformément au Document de candidature remis dans le cadre de la consultation à l'issue de laquelle le marché a été conclu.

ci-après dénommé « le Titulaire » d'autre part.

1.2. Avance

En application de l'article 2.6.3 du Contrat, le Titulaire indique :

- ☐ renoncer au bénéfice de l'avance prévue à ce même article ;
- ☐ ne pas renoncer au bénéfice de l'avance prévue à ce même article.

En cas de groupement d'opérateurs économiques constitué en application des articles R. 2142-19 à R. 2142-27 du code de la commande publique, l'avance est répartie entre les membres du groupement selon la clef de répartition suivante :

Désignation des membres du groupement d'opérateurs économiques	Pourcentage de répartition de l'avance
Lot n°1	
	%
	%
	%
Lot n°2	
	%
	%
	%

1.3. Périodicité de versement des acomptes pour certains opérateurs économiques

En application de l'article 2.6.4 du Contrat, et à la condition qu'il soit une micro, une petite ou une moyenne entreprise au sens de l'article R. 2151-13 du code de la commande publique, ou un artisan, une société coopérative de production, un groupement de producteurs agricoles, une société coopérative d'artisans, une société coopérative d'artistes ou une entreprise adaptée, le Titulaire

- ☐ demande que la périodicité du versement des acomptes soit ramenée à un mois ;
☐ ne demande pas que la périodicité du versement des acomptes soit ramenée à un mois.

En cas de groupement d'opérateurs économiques constitué en application des articles R. 2142-19 à R. 2142-27 du code de la commande publique, indiquer la raison ou dénomination sociale du ou des membres du groupement demandant, pour ce motif, que la périodicité de versement des acomptes soit ramenée à un mois : _____

1.4. Coordonnées bancaires

Les sommes dues au titre du ou des marchés sont libérées par virement sur le ou les comptes bancaires dont le ou les relevés BIC IBAN sont joints.

En cas de groupement d'opérateurs économiques constitué en application des articles R. 2142-19 à R. 2142-27 du code de la commande publique, les sommes dues en exécution du marché sont versées, lorsque le groupement est conjoint, sur le compte de chacun des membres du groupement conformément à la répartition des prestations figurant à la rubrique 1.5 des Dispositions particulières ou, lorsque le groupement est solidaire, sur le compte unique géré par le mandataire du groupement.

Agrafer sur cette page le ou les relevés BIC IBAN.

1.5. Le cas échéant, groupement conjoint d'opérateurs économiques

En cas de groupement d'opérateurs économiques constitué en application des articles R. 2142-19 à R. 2142-27 du code de la commande publique sous une forme conjointe, les prestations sont réparties entre les membres du groupement comme indiqué ci-dessous :

Désignation des membres du groupement d'opérateurs économiques	Prestations exécutées	Montant en € HT
Lot n°1		
Lot n° 2		

1.6. Décision de France Travail Occitanie (rubrique réservée à France Travail Occitanie)

L'offre est acceptée en ce qui concerne :

- ☐ l'ensemble des lots de la consultation

☐ le ou les lots suivants de la consultation :

Lot n°1 :

Lot n°2 :

1.7. Notification du marché (rubrique réservée à France Travail Occitanie)

Est remise au Titulaire, à titre de notification du marché, une copie du présent Contrat

- ☐ via le profil d'acheteur
 Fait à _____, le _____

Signature du représentant du Titulaire :

- ☐ par recommandé électronique

Agrafer sur cette page l'avis de réception.

2. DISPOSITIONS GENERALES

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

PREAMBULE

En application de la loi n°2023-1196 du 18 décembre 2023 pour le plein emploi, Pôle emploi est devenu France Travail le 1er janvier 2024. Cette transformation, qui n'emporte pas la création d'une nouvelle personne morale, consiste en un changement de dénomination et un élargissement des missions de l'établissement au sein du réseau pour l'emploi mentionné à l'article L.5311-7 du code du travail.

En tant qu'opérateur, France Travail a pour mission d'accueillir, d'informer, d'orienter et d'accompagner les personnes à la recherche d'un emploi, d'une formation ou d'un conseil professionnel et de veiller à la continuité de leur parcours d'insertion sociale et professionnelle. Il prescrit toutes les actions utiles pour développer leurs compétences professionnelles et améliorer leur employabilité. Il favorise leur reclassement, leur promotion professionnelle, ainsi que leur mobilité géographique et professionnelle. France Travail aide et conseille les entreprises dans leurs recrutements, prospecte le marché du travail et a également pour mission de développer une expertise sur l'évolution des emplois et qualifications.

France Travail est composé de 17 directions régionales. Plus particulièrement, la direction régionale Occitanie de France Travail.

Conformément aux dispositions de l'article L. 5312-1 du code du travail, France Travail Occitanie a en particulier pour mission d'accueillir, informer, orienter et accompagner les personnes à la recherche d'un emploi, d'une formation ou d'un conseil professionnel, de prescrire toutes actions utiles pour développer leurs compétences professionnelles et améliorer leur employabilité, de favoriser leur reclassement et leur promotion professionnelle, de faciliter leur mobilité géographique et professionnelle et de participer aux parcours d'insertion sociale et professionnelle.

France Travail Occitanie assure la coordination, la gestion financière et le contrôle budgétaire sur le territoire de la région du dispositif national de mobilité européenne de la Direction Générale de France Travail Occitanie mis en place dans le cadre des programmes européens ERASMUS+. Les bénéficiaires des prestations objet du présent marché sont des demandeurs d'emploi de la région Occitanie inscrits à France Travail Occitanie, qui ont des profils professionnels diversifiés et relèvent de toutes tranches d'âge, avec cependant une attention soutenue sur les niveaux IV et V.

2.1. Objet du marché

Le marché a pour objet la mise en œuvre des programmes européens « ERASMUS+ » éducation des adultes (EDA) par France Travail Occitanie permettant à des demandeurs d'emploi « publics prioritaires » de pouvoir bénéficier d'une expérience de mobilité dans un autre pays de l'Union Européenne afin de remobiliser ce public prioritaire, de leur donner l'impulsion nécessaire à l'émergence d'un projet professionnel et de les aider à se positionner sur un processus de réinsertion professionnelle.

Le placement en stage de découverte et d'observation à l'étranger vise exclusivement à favoriser le retour à l'emploi et/ou à développer l'employabilité des bénéficiaires de ce programme. La formation linguistique ne saurait être à elle seule la finalité du montage de ces actions.

Ce programme Erasmus+ EDA comprend 2 types d'activités : des « mobilités de groupe des apprenants adultes » et des « mobilités individuelles de longue durée des apprenants adultes ». Pour les mobilités de groupe, la durée est fixée à quatorze (14) jours et deux jours de voyage soit un total de 16 jours. Pour les mobilités individuelles, la durée est de trente (30) à (90) quatre-vingt-dix jours auxquels s'ajoutent deux jours de voyage.

Pour les mobilités de groupe, France Travail Occitanie prévoit trois groupes minimums, chacun composé de dix bénéficiaires maximums et d'un accompagnateur par groupe. Les départs peuvent être échelonnés dans le temps.

Ces prestations et leurs modalités d'exécution sont décrites au présent contrat et au cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT) applicables.

2.2. Durée du marché

Sous réserve des dispositions du présent contrat relatives à la résiliation, les marchés publics sont à conclure à compter du 1^{er} septembre 2025 jusqu'au 31 août 2026 puis reconductible trois (3) fois pour une période d'un (1) an, soit une durée maximale de quatre (4) ans.

Aux fins de reconduction, France Travail Occitanie se prononce au moins un (1) mois calendaire avant l'échéance de la période en cours du marché en notifiant par écrit au titulaire sa décision de reconduire le marché. Faute de décision notifiée dans ce délai, France Travail Occitanie est considéré comme ayant décidé de ne pas reconduire le marché.

Le Titulaire ne peut refuser la reconduction du marché ; il ne saurait prétendre à aucune indemnité du fait de la non-reconduction du marché.

Les marchés couvriront le programme ERASMUS+ 2024-2026 pour la période ferme ainsi que les programmes 2025-2027, 2026-2028 et 2027-2029 pour les éventuelles périodes de reconduction. Chaque décision de reconduction sera prise pour répondre aux besoins des programmes Erasmus + successifs.

2.3. Forme et seuils du marché public

Les marchés publics à conclure dans le cadre de la consultation prennent la forme d'accord-cadre mono attribué exécuté par l'émission de bons de commande conformément aux dispositions des articles R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique. Ils sont conclus, sans minimum et avec un maximum exprimé en quantité, défini en nombre de bénéficiaires à prendre en charge au titre du marché.

Pour la première période contractuelle d'exécution des marchés, les maximums s'établissent comme suivent :

	Maximums
Lot n°1	60 + 6 accompagnateurs
Lot n°2	40 + 0 accompagnateur

Pour chaque période contractuelle suivante d'exécution des marchés en cas de reconduction, les maximums sont indiqués dans la décision de reconduction notifiée au Titulaire dans les conditions fixées à l'article 2.2 du présent Contrat.

Le Titulaire est engagé à hauteur du maximum.

Le marché est divisé en trois groupes répartis de la manière suivante :

Groupes	Pays de placement des bénéficiaires en stage en entreprise :
Groupe 1	Danemark, Finlande, Irlande, Islande, Liechtenstein, Luxembourg, Norvège, Suède, Allemagne, Autriche, Belgique, France, Italie, Pays-Bas
Groupe 2	Chypre, Espagne, Estonie, Grèce, Lettonie, Malte, Portugal, Slovaquie, Slovénie, Tchéquie
Groupe 3	Bulgarie, Croatie, Hongrie, Lituanie, Macédoine du Nord, Pologne, Roumanie, Serbie, Turquie

Le prestataire s'engage à ne pas envoyer de stagiaires en Turquie, en Macédoine du Nord et en Serbie, en raison de l'absence de garanties suffisantes de protection des données personnelles, conformément à l'article 45 du Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD).

2.4. Pièces constitutives du marché public

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) est constitué par les documents contractuels énumérés ci-après, qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre d'importance décroissant suivant et dont l'exemplaire conservé par France Travail Occitanie fait seule foi en cas de contestation :

- le présent contrat et les annexes applicables (annexe 1 EDA groupe et annexe 1 EDA individuel) ;
- le bordereau des prix((BPU)/ le Détail quantitatif estimatif (DQE) ;
- le cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT) et ses annexes (annexe 2 livrables mobilité de groupe et annexe 2 livrable mobilité individuelle Erasmus+) ;
- la proposition technique du titulaire ;
- le document de candidature ;
- la ou les demandes d'acceptation d'un sous-traitant ;
- la charte achat responsable.

Les avenants le cas échéant conclus et les ordres de service le cas échéant notifié en cours d'exécution du marché en sont également des pièces constitutives.

2.5. Modalités d'exécution du marché

2.5.1. Prestations de formation professionnelle continue et déclaration d'activité prévue à l'article L. 6351-1 du code du travail :

Le Titulaire reconnaît être parfaitement informé de ce que les prestations objet du présent marché constituent des prestations de formation professionnelle continue, au sens des articles L. 6311-1 et L. 6313-1 du code du travail. Il se conforme en conséquence strictement à l'ensemble des dispositions

légales et réglementaires applicables aux actions de formation professionnelle continue, en particulier les dispositions du Livre III de la sixième Partie du code du travail.

A ce titre, le Titulaire est notamment tenu de procéder, auprès du préfet de région territorialement compétent, à la déclaration d'activité prévue à l'article L. 6351-1 du code du travail, ce dans les conditions définies aux articles R. 6351-1 et suivants du même code. Dans le cas où, à la date de remise de l'offre dans le cadre de la consultation à l'issue de laquelle le présent marché a été conclu, le Titulaire, le ou les membres considérés du groupement momentané d'opérateurs économiques Titulaire ou un sous-traitant proposé pour l'exécution du marché, étaient déjà en possession du numéro d'enregistrement prévu à l'article R. 6351-6 du code du travail, ce numéro figure à la rubrique B des dispositions particulières du présent Contrat ou, s'agissant d'un sous-traitant, à la demande d'acceptation du sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement, sous la forme : « enregistré sous le numéro (à compléter) auprès du préfet de région de (à compléter) ».

Le Titulaire informe France Travail Occitanie, par courrier recommandé avec accusé de réception, du refus d'enregistrement, de la caducité ou de l'annulation de l'enregistrement, ce dans un délai maximum de cinq jours calendaires à compter de la formation ou notification de la décision correspondante.

Dans le cadre de l'AIF mise en place pour chaque bénéficiaire du programme ERASMUS+ éducation des adultes objet du présent marché (article 2.6.2.2 du présent Contrat), le Titulaire doit référencer son offre de formation auprès de son CARIF OREF.

Le Titulaire s'engage à se conformer à l'ensemble de la réglementation applicable à son activité et notamment la certification QUALIOPI sous peine de voir le marché être résilié dans les conditions de l'article VIII.1 du présent Contrat.

2.5.2. Mise en place du marché :

Après notification du marché, une réunion de lancement est organisée entre le Titulaire et les Services de l'offre de Service Internationale et Achats de France Travail Occitanie afin d'organiser la mise en place du marché. France Travail Occitanie informe le Titulaire du marché du lieu et de la date de cette réunion de lancement par courriel.

2.5.3. - Personnels affectés par le Titulaire à l'exécution des prestations :

Le Titulaire désigne un interlocuteur identifié pour le suivi du présent marché et en communique le nom et les coordonnées à France Travail Occitanie lors de la réunion de lancement du marché mentionnée à l'article 2.5.2 du présent Contrat.

Le Titulaire assume en toute hypothèse l'entière responsabilité du nombre et de la désignation des personnels affectés à l'exécution du marché. Il garantit que ceux-ci disposent des connaissances et compétences nécessaires à l'exécution du marché et s'engagent sur leur implication dans la mise en œuvre des prestations objet du présent marché.

À tout moment pendant l'exécution du marché, France Travail Occitanie se réserve la faculté de solliciter par courrier recommandé avec accusé de réception, dûment motivé par des raisons professionnelles, le remplacement de l'un des personnels affectés à l'exécution des prestations. Le Titulaire s'engage à lui proposer, dans un délai maximum de dix jours calendaires à compter de la date de réception de la demande, un remplaçant d'expérience et de compétences au moins équivalentes ; à cet effet, il transmet à France Travail Occitanie le curriculum vitae du remplaçant proposé. Les dispositions du présent alinéa sont également applicables dans le cas où le remplacement intervient à l'initiative d'un Titulaire, pour quelle cause que ce soit, notamment la démission, le licenciement, le décès ou l'absence de longue durée (maladie ou accident) de la personne en cause ; dans ce cas, le délai précité de dix jours calendaires court à compter de la date à laquelle le Titulaire a connaissance de la nécessité du remplacement.

En toute hypothèse, le silence gardé par France Travail Occitanie dans un délai de sept jours calendaires à compter de la date de réception par ses soins du curriculum vitae correspondant vaut acceptation du remplaçant ou nouvelle personne proposée.

En cas de refus porté à la connaissance du Titulaire dans ce même délai, le Titulaire est tenu de proposer un nouveau remplaçant dans les conditions prévues au présent article.

Le Titulaire prend toute mesure pour que ces éventuels remplacements et affectations de nouveaux personnels à l'exécution des prestations objet du présent marché ne perturbent en rien le calendrier et la qualité des prestations fournies. Les coûts induits sont intégralement supportés par le Titulaire, qui fait également son affaire des éventuels litiges de toute nature avec son personnel qui trouveraient leur origine dans une demande de remplacement ou un refus de France Travail Occitanie.

Sans préjudice des dispositions de l'article 3.5 du présent Contrat, le Titulaire se conforme strictement à la législation et à la réglementation du travail qui leur est applicable. Le personnel affecté à l'exécution des prestations objet du présent marché demeure sous la responsabilité exclusive du Titulaire pendant toute la durée d'exécution du marché.

2.5.4. - Modalités de réception des prestations objet du présent marché :

Les opérations de vérification ont pour objet de contrôler la conformité des prestations réalisées en exécution du présent marché aux spécifications du présent Contrat. France Travail Occitanie se réserve la possibilité de contrôler cette conformité ou de la faire contrôler par un tiers mandaté à cet effet.

France Travail Occitanie prononce la réception des prestations qui répondent en tout point aux stipulations du marché.

Le cas échéant, la réception peut être assortie de réserves. Dans ce cas, France Travail Occitanie notifie au Titulaire ses réserves et le délai imparti pour y remédier. A l'issue de ce délai, soit les réserves sont levées et France Travail Occitanie prononce la réception des prestations, soit les réserves sont maintenues en tout ou partie. Dès lors, si France Travail Occitanie constate que les prestations peuvent néanmoins être utilisées en l'état, il prononce une réception avec réfaction qui consiste en une réduction de prix selon l'étendue des défauts d'exécution constatés et en informe alors le Titulaire. Le montant de la réfaction est fixé forfaitairement à 30% du prix versé par France Travail Occitanie au titre des frais de gestion, à savoir, le montant du forfait défini à l'article 2.6.2.1 du présent Contrat et le prix unitaire figurant au Bordereau de prix.

Cependant, si France Travail Occitanie n'est pas en mesure de prononcer la réception des prestations (même avec réfaction), il en prononce alors le rejet et en informe le Titulaire. Du fait de ce rejet, France Travail Occitanie est en droit de refuser la partie des demandes de règlement correspondant aux prestations concernées.

2.5.5. Lutte contre le travail dissimulé :

Conformément aux dispositions des articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8254-4 du code du travail, le Titulaire produit, sans autre rappel de France Travail Occitanie, les pièces attestant de la régularité de sa situation au regard de la lutte contre le travail dissimulé tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, dans les conditions suivantes :

- s'il est établi en France, il produit les pièces dont la liste figure à l'article D. 8222-5 du code du travail (une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L. 243-15 du code de sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois) ;
- s'il est établi ou domicilié à l'étranger, il produit les pièces dont la liste figure à l'article D. 8222-7 du code du travail ;

- dans tous les cas, il produit la liste nominative des salariés étrangers soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article D.8254-2 du code du travail. Cette liste, à compléter sur la plateforme, est établie à partir du registre unique du personnel et précise pour chaque salarié sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail. Dans l'hypothèse où le Titulaire n'emploie pas de salariés étrangers, il produit une attestation sur l'honneur en ce sens.

L'attention du Titulaire est attirée sur le fait que l'article D. 8222-5 et le cas échéant l'article D. 8222-7 du code du travail lui impose de procéder, à l'égard de ses sous-traitants, avant la notification du marché puis en cours d'exécution, à ces mêmes vérifications dès lors que le montant maximum des prestations qu'il envisage de sous-traiter à chacun excède le montant prévu à l'article R. 8222-1 du code du travail, soit 5000 €HT à la date de notification du marché.

En complément de ces obligations, sans préjudice des dispositions du 2ème alinéa de l'article L. 1262-4-1 du code du travail, lorsque le Titulaire du marché, un sous-traitant direct ou indirect, une entreprise de travail temporaire auquel il recourt dès lors qu'il est établi hors de France, détache des salariés dans les conditions mentionnées aux articles L. 1262-1 et L. 1262-2 du code du travail, il remet à France Travail Occitanie, préalablement à chaque détachement, une copie de la déclaration mentionnée au I de l'article L. 1262-2-1 du même code. A défaut de s'être fait remettre cette déclaration, France Travail Occitanie adresse, dans les quarante-huit heures suivant le début du détachement, une déclaration à l'inspection du travail dans les conditions définies à l'article L. 1262-4-1 du même code.

2.5.6. Obligations du Titulaire relatives aux bénéficiaires du programme ERASMUS+ éducation des adultes :

2.5.6.1. Obligation de gratuité à l'égard des bénéficiaires des prestations objet du présent marché :

A peine de résiliation du marché sans mise en demeure préalable et à ses torts exclusifs dans les conditions fixées à l'article 3.5 du présent Contrat, le Titulaire s'engage à ne réclamer aux bénéficiaires des prestations objet du présent marché (nommés ci-après les « bénéficiaires ») aucune contribution en argent ou en nature à quelque titre que ce soit à l'occasion de l'exécution du marché, y compris la mise à disposition de moyens matériels et documentaires. A ce titre, le Titulaire ne peut exiger des bénéficiaires le versement d'une caution ou dépôt de garantie à quelque titre que ce soit.

Le Titulaire s'engage à informer son personnel de l'existence et de l'importance de ces obligations de gratuité et se porte fort de leur respect par son personnel.

2.5.6.2. Obligations méthodologiques et de non-discrimination :

Au titre du marché, le Titulaire s'engage à :

- prendre toute mesure pour respecter et faire respecter par son personnel les dispositions de l'article L. 1132-1 du code du travail ;
- utiliser une méthodologie en lien direct avec la finalité des prestations objet du présent marché ;
- informer les bénéficiaires des objectifs, modalités de mise en œuvre et de suivi du dispositif ERASMUS+ éducation des adultes, ainsi que des modalités d'appréciation de ses résultats ;
- informer les bénéficiaires de la transmission à France Travail Occitanie des éléments nécessaires au suivi de l'exécution des prestations objet du présent marché tels que mentionnés au présent Contrat.

Le Titulaire s'engage à informer son personnel de l'existence et de l'importance de ces obligations et se porte fort de leur respect par son personnel.

2.5.6.3. Obligations déontologiques :

Le Titulaire garantit France Travail Occitanie contre une utilisation détournée des prestations objet du présent marché conduisant à orienter les bénéficiaires vers des services payants. Dans le cas où, dans

le cadre de l'exécution de la prestation, un service payant est évoqué, le bénéficiaire est clairement informé du caractère payant dudit service.

Le Titulaire prend toute disposition à cet effet ; il s'engage à informer son personnel de l'existence et de l'importance de ces obligations déontologiques et se porte fort de leur respect par son personnel.

2.5.6.4. Obligations en matière de protection sociale des bénéficiaires :

En application de l'article L. 412-8 2° c) du code de la sécurité sociale, les personnes effectuant des stages de formation professionnelle continu conformément aux dispositions du livre IX du code du travail bénéficient de la protection contre les accidents du travail et maladies professionnelles pour les accidents survenus par le fait ou à l'occasion de cette formation. Le Titulaire effectue les déclarations nécessaires, conformément aux dispositions de l'article R. 412-5 du code de la sécurité sociale. Il en informe France Travail Occitanie dans un délai maximum de vingt-quatre heures à compter de ladite déclaration.

2.5.7. Pénalités :

Sans préjudice des dispositions de l'article 3.5 du présent Contrat, le Titulaire est, sans mise en demeure préalable, redevable :

- en cas de non-réponse à la sollicitation d'un stagiaire en cas de problème dans les conditions définies au CCFT, d'une pénalité de 300 euros par constat effectué ;
- en cas de non-respect des conditions de logement énoncées au CCFT, d'une pénalité de 150 euros par constat effectué ;
- en cas de non-fourniture à France Travail Occitanie des données relatives aux certificats Europass Mobilité, ou relatives à Beneficiary module ou du modèle de « Contrat financier » de l'agence ERASMUS+ France dans les conditions définies au CCFT, d'une pénalité de 50 euros par jour à compter du premier jour calendaire de retard ;
- en cas de non remise à France Travail Occitanie du rapport final mentionné au CCFT, d'une pénalité de 50 euros par jour à compter du premier jour calendaire de retard.

Le montant cumulé des pénalités ne saurait en tout état de cause dépasser 10 000 euros pour toute la durée du marché.

Le Titulaire reconnaît être parfaitement informé de ce que l'application des pénalités définies au présent article ne revêt en aucun cas un caractère libératoire. Le cas échéant, les pénalités sont appliquées jusqu'à la veille incluse de la date d'effet de la résiliation du marché.

2.5.8. Financement par des fonds européens :

Le Titulaire reconnaît être parfaitement informé de ce que les prestations objet du marché bénéficient d'un financement par l'Union Européenne dans le cadre du programme Erasmus+. Ce programme s'inscrit dans la stratégie Europe 2020 en faveur de l'éducation, de la formation, de la jeunesse et du sport en Europe.

Tout document établi par le Titulaire à l'occasion de l'exécution du marché, renseigné par le bénéficiaire ou servant de support à l'exécution des prestations objet du présent marché auprès des bénéficiaires, devra porter le logo défini par la Commission Européenne pour le programme ERASMUS+ et respecter les normes graphiques en vigueur (https://www.erasmusplus.fr/penelope/pages/18/identite_visuelle).

Le Titulaire est en outre tenu de fournir à France Travail Occitanie toute information nécessaire au renseignement des indicateurs de réalisation ou de résultat. Il tient à la disposition de tout contrôleur ou auditeur national ou communautaire habilité l'ensemble des pièces justificatives relatives aux prestations objet du marché, ce jusqu'à la date de fin de marché. Durant cette période, le Titulaire se soumet à tout contrôle sur pièces ou sur place effectué par toute instance nationale ou communautaire habilitée.

2.5.9. Suivi et bilan de fin de marché :

En cours de marché, des réunions de suivi des conditions d'exécution du marché peuvent être organisées ponctuellement soit à la demande de France Travail Occitanie, soit à la demande du Titulaire.

Une réunion de bilan est organisée par France Travail Occitanie à la fin du marché en présence du Titulaire. Les invitations aux réunions sont envoyées par France Travail Occitanie par courriel et précisent la date, l'heure et le lieu de la réunion. Les comptes rendus des réunions sont rédigés par France Travail Occitanie.

2.5.10. Clause de réexamen :

Au-delà de sa période ferme, le présent marché prévoit des reconductions possibles, lesquelles seront liées à l'exécution de programmes Erasmus successifs dont le contenu peut varier d'une année à l'autre. Pour prendre en considération les évolutions possibles de chaque programme, les parties conviennent que l'annexe 1 relative aux mobilités de groupe et aux mobilités individuelles sera mise à jour autant que de besoin tout en restant dans le périmètre de l'objet du marché, du périmètre géographique des prestations attendues et des modalités de révision des prix prévues à l'article 2.6.5 du présent contrat dans ces limites, les évolutions seront opposables au Titulaire.

Le Titulaire se conforme strictement aux ordres de service qui lui sont notifiés dans le cadre de l'exécution du marché. Ceux-ci sont exécutoires sans autre formalité dès leur notification.

2.6. Prix et modalités de règlement

2.6.1. Forme et contenu des prix

Le marché est conclu aux prix unitaires HT par stagiaire et pour l'accompagnateur figurant au Bordereau des prix pour les mobilités de groupe (concernant le lot 1). S'agissant du lot 2, le marché est conclu aux prix unitaires HT par stagiaire figurant au Bordereau des prix rempli par le candidat.

Les prix sont fermes pour la première période contractuelle puis révisables à chaque reconduction dans les conditions prévues à l'article 2.6.5 du présent contrat.

Le montant de l'AIF ne devra pas dépasser les 5€30 TTC par heure et par stagiaire en immersion.

Il est à noter que pour les mobilités de groupe et les mobilités individuelles chaque stagiaire bénéficiera d'une prime d'inclusion fixée à 125€ pour la durée du stage.

Par ailleurs et uniquement pour les mobilités individuelles, chaque stagiaire bénéficiera d'une prime « soutien linguistique » fixée à 150€ pour la durée du stage.

Les prix sont réputés complets et comprennent notamment : l'ensemble des charges fiscales, parafiscales ou autres frappant la prestation ; tous les frais exposés pour l'exécution des prestations, y compris les éventuels frais de déplacement des personnels, d'acquisition de matériels et documentation, les frais de reproduction des supports pédagogiques, la totalité des frais de gestion, y compris les frais de représentation et de coordination du mandataire dans le cas où le Titulaire du marché est un groupement momentané d'opérateurs économiques.

2.6.2. Modalités de règlement

2.6.2.1. Bourses de mobilité

Dans le contrat financier du programme ERASMUS il est retenu l'option 2 de l'annexe ERASMUS qui signifie que France Travail Occitanie, par le présent marché, donne pouvoir au prestataire d'envoyer d'organiser la mobilité du bénéficiaire. A ce titre, il en assume la responsabilité financière.

France Travail Occitanie communiquera, pour ce faire, un contrat financier individuel type rédigé sur la base du contrat financier du programme ERASMUS.

Le montant de la bourse, des frais de voyage et de gestion sont fixés par stagiaire, par destination et par durée de mobilité à l'annexe 1 du présent contrat.

90 % de cette bourse par stagiaire sont versés au Titulaire, à la commande sur présentation des documents suivants :

- Liste nominative des stagiaires comprenant les éléments décrits dans le CCFT
- Contrat financier avec ses annexes : contrat pédagogique Erasmus+ dûment rempli et signé, étant entendu que le contrat financier signé par les parties devra déjà être en possession de France Travail Occitanie

Le solde de la bourse par stagiaire sera versé au Titulaire en fin de mobilité sous réserve des pièces fournies comme énumérées au CCFT.

2.6.2.2. Financement de France Travail Occitanie

Dans le cadre du programme ERASMUS+ éducation des adultes, France Travail Occitanie prend en charge les frais complémentaires, à savoir pédagogique et de mobilité via un financement AIF (Aide Individuelle de Formation).

Pour l'ensemble des bourses, il est versé au Titulaire à l'issue de la prestation, le financement France Travail Occitanie sur présentation d'une facture par stagiaire accompagnée des pièces suivantes :

- L'attestation de présence dans l'entreprise signée par chaque bénéficiaire et par l'organisme d'accueil
- Fiche d'évaluation de fin de période en entreprise
- Bilan pédagogique individuel
- Liste nominative des stagiaires actualisée comprenant les éléments décrits dans le CCFT
- Le certificat de stage et contrats de mobilité signés
- Le questionnaire UE dans les 48h après la fin de la mobilité
- Le rapport de stage

Les factures seront obligatoirement accompagnées des justificatifs.

Aux fins d'attribution de la commande dans le cadre de la multi-attribution, France Travail Occitanie sollicite les Titulaires dans l'ordre de classement issu de l'analyse des offres et porté à leur connaissance à la notification du marché. Le Titulaire sollicité confirme à France Travail Occitanie dans un délai de deux jours ouvrés à compter de sa sollicitation, qu'il est en capacité d'exécuter la commande. Si tel n'est pas le cas, il en précise les motifs.

Les factures sont établies en un exemplaire original et libellées à l'ordre de France Travail Occitanie. Elles portent à *minima* les mentions suivantes :

- l'identification complète du Titulaire (raison ou dénomination sociale, adresse) ;
- le numéro de son compte postal ou bancaire ;
- son numéro d'inscription au registre du commerce et des sociétés, son numéro de SIRET ;
- la date d'établissement de la facture ;
- la référence du marché (date et numéro) ;
- le numéro de commande SAP indiqué par France Travail Occitanie sur son bon de commande, à reporter obligatoirement sur les factures émises à destination de France Travail Occitanie (A noter : les factures ne mentionnant pas ce numéro de commande SAP ne pourront pas être traitées dans les délais contractuels prévus)
- le détail des prestations réalisées et leur montant conformément au bordereau des prix ;

- le montant total de la facture ;
- l'apposition sur la facture de la mention « original ».

Les factures sont déposées sur le portail Chorus Pro.

La solution « Chorus Pro », permet le dépôt, la réception et la transmission des factures électroniques et est mise à disposition des fournisseurs gratuitement.

L'obligation pour les fournisseurs de transmettre leurs factures à destination de l'Etat, des collectivités locales et leurs établissements publics se fait par palier en fonction de la catégorie d'appartenance des entreprises.

Pour plus d'informations, il convient de se renseigner sur la réglementation en vigueur :

<http://www.economie.gouv.fr/aife/agence-pour-linformatique-financiere-letat-0>

<http://www.economie.gouv.fr/aife/facturation-electronique>

Dans tous les cas, le montant à régler au Titulaire est arrêté par France Travail Occitanie qui notifie le cas échéant au Titulaire le fait qu'un avoir doit être établi pour tenir compte notamment des pénalités ou réfections imposées.

Le code structures de France Travail Occitanie (SIRET) à indiquer sur vos factures ainsi que les modalités de complétude de l'engagement juridique sont renseignées ci-dessous. Ces informations sont obligatoires, et indispensables au bon traitement de votre facture.

Code structures France Travail Occitanie à renseigner :

N° SIRET de la structure	Raison sociale
13 000 5481 16990	FRANCE TRAVAIL OCCITANIE

L'engagement juridique est une information obligatoire qui doit être renseignée pour chaque facture déposée selon les modalités suivantes :

	N° Engagement Chorus à renseigner				
	Le numéro de convention commençant par :	Nb de caractères	Suivi de	Suivi de	Exemple
Au titre d'une AIF	41C	12 caractères	« _ » + AIF	« _ » + n° de département du demandeur d'emploi	41C123456789_AIF_06
Au titre d'une AFC	41C	12 caractères	« _ » + AFC	N/A	41C987654321_AFC
Au titre d'une AFPR	40A	12 caractères	« _ » + AFPR	« _ » + n° de département du demandeur d'emploi	40A123456789_AFPR_75
Au titre d'une POE	40A	12 caractères	« _ » + POE	« _ » + n° de département du demandeur d'emploi	40A987654321_POE_21
Au titre d'une VAE	La référence « 41C000000000 »	12 caractères	« _ » + VAE	N/A	41C000000000_VAE

Tout numéro d'engagement ne comportant pas au minimum 12 caractères provoquera le rejet de la facture par nos services.

Les factures sont réglées dans un délai maximum de trente jours à compter de la date de réception de la facture. Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire. Le taux des intérêts moratoires est égal à trois fois le taux d'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir.

En cas de changement de coordonnées bancaires ou postales, le Titulaire en informe France Travail Occitanie par courrier auquel est joint le relevé BIC IBAN du nouveau compte.

2.6.3. Avance

La notification de tout bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 €HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois ouvre droit au versement d'une avance d'un montant de 5% du montant TTC du bon de commande considéré.

La demande du Titulaire à bénéficier de cette avance ou son renoncement à en bénéficier est stipulée à la rubrique 1.2 des Dispositions particulières du Contrat. A défaut de stipulation expresse, le Titulaire est considéré comme renonçant à bénéficier de l'avance.

L'avance est remboursée à France Travail Occitanie par précompte du montant total de chaque facture reçue à compter du 6^{ème} mois suivant l'émission du bon de commande considéré jusqu'au complet remboursement de l'avance.

L'avance prévue au présent article ne présente pas le caractère d'un règlement partiel définitif.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, l'avance est répartie entre les membres du groupement selon la clef de répartition précisée à la rubrique 1.2 des Dispositions particulières de Contrat.

Dans le cas où le Titulaire a présenté un sous-traitant avant la notification du marché, à la remise du dossier de réponse, l'assiette de l'avance au versement de laquelle il a droit est réduite du montant maximum des prestations à payer directement au sous-traitant accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées, tel que figurant dans la Demande d'acceptation du sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement. La demande du sous-traitant à bénéficier de cette avance ou son renoncement à en bénéficier est stipulée dans ce même document. A défaut de stipulation expresse, le sous-traitant est considéré comme renonçant à bénéficier de l'avance. Dans le cas où le Titulaire a bénéficié de l'avance et qu'en cours d'exécution du marché, il envisage de sous-traiter des prestations, il rembourse à France Travail Occitanie la part d'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées, y compris dans le cas où le sous-traitant n'entend pas bénéficier de l'avance.

2.6.4. Versement des acomptes

Les prestations dont la durée d'exécution est supérieure à trois mois ouvrent droit au versement d'acomptes trimestriels correspondant à la valeur des prestations exécutées auxquelles ils se rapportent. S'il entend bénéficier d'un acompte, le Titulaire adresse une demande d'acompte décrivant les prestations effectuées et leur montant. Le montant de l'acompte est arrêté par France Travail Occitanie, en tenant compte le cas échéant du remboursement de l'avance ou des pénalités dues.

Les acomptes prévus au présent article ne présentent pas le caractère d'un règlement partiel définitif.

Dans le cas où il est une micro, une petite ou une moyenne entreprise au sens de l'article R. 2151-13 du code de la commande publique, ou un artisan, une société coopérative de production, un groupement de producteurs agricoles, une société coopérative d'artisans, une société coopérative d'artistes ou une entreprise adaptée, le Titulaire peut demander que les prestations dont la durée d'exécution est supérieure à un mois ouvrent droit au versement d'acomptes mensuels. La demande du Titulaire tendant à ce que le versement des acomptes soit ramené à un mois est stipulée à la rubrique 1.3 des Dispositions particulières du Contrat. A défaut de stipulation expresse, le Titulaire est considéré comme renonçant au bénéfice de ces dispositions.

2.6.5. Révision des prix

Les prix sont fermes durant la première période contractuelle d'exécution du marché. En cas de reconduction du marché, ils sont révisés au premier jour de chaque période contractuelle suivante d'exécution du marché, par application de la formule $P = P_o \times [1 \times (S_r/S_o)]$, dans laquelle :

P = prix révisé ;

P_o = prix indiqué au Bordereau des prix ;

Sr = dernière valeur connue à la date de révision de l'indice INSEE « indice des salaires mensuels de base - administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale » (NAF, niveau A17 OQ, identifiant 010562683) ;

So = indice INSEE « indice des salaires mensuels de base - administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale » (NAF, niveau A17 OQ, identifiant 010562683) du mois de notification du marché.

Les prix révisés s'appliquent aux commandes émises à compter de la date de révision des prix.

3. DISPOSITIONS DIVERSES

3.1. Dispositions applicables aux groupements d'opérateurs économiques

Dans le cas où le Titulaire du marché public est un groupement d'opérateurs économiques constitué en application des articles R. 2142-19 à R. 2142-27 du code de la commande publique, il prend la forme d'un groupement solidaire ou d'un groupement conjoint selon la mention portée dans le Document de candidature remis dans le cadre de la consultation à l'issue de laquelle le marché a été conclu. Dans le cas où le groupement prend la forme d'un groupement conjoint, le mandataire du groupement est solidaire pour l'exécution du marché de l'ensemble des autres membres du groupement dans leurs obligations contractuelles à l'égard de France Travail Occitanie ; la répartition des prestations entre les membres du groupement est précisée à la rubrique 1.5 des Dispositions particulières du Contrat.

Le mandataire du groupement, désigné à la rubrique 1.1 des Dispositions particulières du Contrat, représente l'ensemble des membres du groupement vis-à-vis de France Travail Occitanie et coordonne leurs prestations pendant toute la durée d'exécution du marché. Le mandataire du groupement est l'interlocuteur exclusif de France Travail Occitanie pour l'exécution du marché ; toute communication ou notification au titre du marché est le fait de France Travail Occitanie au mandataire du groupement qui fait son affaire de l'information des autres membres du groupement ou du mandataire du groupement à France Travail Occitanie.

En cas de défaillance du mandataire du groupement, le membre du groupement mentionné en premier dans la liste des membres du groupement figurant au Document de candidature du groupement titulaire assume les fonctions de mandataire du groupement.

A première demande de France Travail Occitanie, le mandataire du groupement transmet une copie de la convention de groupement conclue entre les membres du groupement et de ses éventuels avenants. En aucun cas cette convention n'est opposable à France Travail Occitanie ; elle ne constitue pas une pièce du marché.

3.2. Dispositions applicables en cas de sous-traitance et de recours à un fournisseur

Le Titulaire se conforme strictement aux dispositions des articles L. 2193-1 à L. 2193-9 et R. 2193-1 à R. 2193-9 du code de la commande publique.

Dans tous les cas où, en cours d'exécution du marché, il envisage de sous-traiter des prestations objet du marché, le Titulaire remet à France Travail Occitanie contre récépissé ou lui transmet par courrier recommandé avec avis de réception postal une demande d'acceptation de chaque sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement, précisant la raison ou dénomination sociale et les coordonnées du sous-traitant proposé, le montant maximum à lui payer directement d'une part pendant la première période contractuelle d'exécution du marché, d'autre part et, le cas échéant, pendant les deuxième et troisième périodes contractuelles en cas de reconduction, ses coordonnées bancaires aux fins de paiement direct du sous-traitant, les conditions de paiement et modalités de révision des prix prévues par le projet de contrat de sous-traitance, ainsi que la mention que le sous-traitant renonce ou non au bénéfice de l'avance prévue à l'article 2.6.3 du Contrat. Sont jointes à la demande, datées et signées par un représentant du sous-traitant ayant compétence à cet effet, une déclaration sur l'honneur

certifiant que le sous-traitant ne tombe pas sous le coup de l'une des interdictions de soumissionner prévues aux articles L. 2141-1 à L. 2141-10 du code de la commande publique, ainsi qu'une déclaration relative à sa capacité économique et financière, technique et professionnelle à exécuter les prestations sous-traitées ⁽¹⁾.

Le Titulaire reconnaît être parfaitement informé de ce que les conditions de paiement du sous-traitant proposé ne peuvent être agréées qu'à condition de ne pas être anormalement basses et de ne pas déroger aux dispositions du Contrat.

Le silence gardé par France Travail Occitanie pendant vingt-et-un jour calendaire à compter de la date de réception de la demande vaut acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement. Le Titulaire du marché reconnaît être parfaitement informé que le sous-traitant proposé n'est pas autorisé à exécuter quelque prestation au titre du marché avant acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement par France Travail Occitanie.

A première demande de France Travail Occitanie, le Titulaire lui transmet une copie du contrat de sous-traitance et de ses éventuels avenants. En aucun cas le contrat de sous-traitance n'est opposable à France Travail Occitanie ; il ne constitue pas une pièce du marché.

Un sous-traitant accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées est tenu de l'ensemble des obligations résultant du marché. En cours d'exécution du marché, le Titulaire demeure responsable de plein droit de l'exécution des prestations sous-traitées.

En application de l'article 5 du décret n°2022/576 du 22 avril 2022 modifiant le règlement (UE) n°833/2014 concernant des mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine, et dès lors que les prestations en cause représentent plus de 10% du montant maximum du marché, le Titulaire s'engage à ne pas avoir recours à un fournisseur, direct ou indirect, qui serait :

- un ressortissant russe ou une personne physique ou morale, une entité ou un organisme établi en Russie ;
- une personne morale, une entité ou un organisme dont plus de 50 % des droits de propriété sont détenus, directement ou indirectement, par une personne ou entité russe ou établie en Russie ;
- une personne physique ou morale, une entité ou un organisme agissant pour le compte ou selon les instructions d'une personne ou entité mentionnées dans l'un des cas ci-dessus.

⁽¹⁾ Cette déclaration concerne : le chiffre d'affaires annuel global réalisé par le sous-traitant sur chacun des trois derniers exercices disponibles (dans le cas où le sous-traitant est objectivement dans l'incapacité de produire ces renseignements, en particulier lorsqu'il est de création récente, il rapporte la preuve de cette incapacité et communique en lieu et place tout document de nature à attester de sa capacité économique et financière à exécuter les prestations, par exemple la preuve d'une assurance pour les risques professionnels) ; les effectifs, au sens de l'article L. 1111-2 du code du travail, moyens annuels pour chacune des trois dernières années ; les principales prestations exécutées au cours des trois dernières années, privilégiant les prestations similaires à celles objet du marché et détaillant le montant, la date et le destinataire public ou privé (sauf pour les prestations dont France Travail Occitanie a été destinataire et pour lesquelles une déclaration est suffisante, ces références ne font l'objet d'une déclaration du sous-traitant qu'à défaut d'être prouvées par des attestations des opérateurs économiques destinataires, dûment datées et signées et comportant l'ensemble des éléments ci-dessus décrits).

3.3. Assurances

Le Titulaire déclare souscrire un contrat d'assurance de responsabilité civile en cours de validité, le garantissant contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile encourue à raison de dommages corporels, matériels ou immatériels subis par toute personne, de son fait ou du fait de ses personnels, à l'occasion de l'exécution du marché. Il déclare également souscrire un contrat d'assurance de responsabilité professionnelle en cours de validité, le garantissant contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité encourue à raison des dommages causés à l'occasion de l'exécution du marché.

Le Titulaire déclare que les garanties dont il bénéficie à ces titres sont suffisantes au regard de l'objet du marché. A première demande de France Travail Occitanie, le Titulaire produit les attestations d'assurance correspondantes précisant les types, montant et durée de validité des garanties.

3.4. Protection des données personnelles

3.4.1. Traitement de données personnelles mis en œuvre pour le compte de France Travail Occitanie

a) Traitement autorisé, réglementation applicable et lieu d'hébergement

Le Titulaire est autorisé à traiter, pour le compte de France Travail Occitanie, les données personnelles nécessaires à l'exécution du marché pour les finalités et aux conditions décrites au Cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT).

France Travail Occitanie et le Titulaire s'engagent à respecter la réglementation applicable aux traitements de données personnelles, notamment le règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 dit « règlement général sur la protection des données » (RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés dans sa rédaction issue de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles.

Les coordonnées du délégué à la protection des données désigné par le Titulaire en application de l'article 37 du règlement général sur la protection des données (RGPD) sont communiquées à France Travail Occitanie à la notification du marché. Le délégué à la protection des données de France Travail Occitanie peut être contacté par courriel à courriers-cnif@francetravail.fr ou par courrier à l'adresse suivante : France Travail Occitanie, délégué à la protection des données, 1-5 avenue du Docteur Gley, 75987 Paris Cedex 20.

Sauf accord préalable exprès de France Travail Occitanie et à peine de résiliation à ses torts exclusifs, le Titulaire traite les données sur le territoire de l'Union européenne uniquement. A première demande de France Travail Occitanie, il communique la liste exhaustive des pays hébergeant les serveurs de données et des pays à partir desquels les intervenants ont accès aux données.

b) Obligations du Titulaire en matière de protection des données et de sécurité

Le Titulaire s'engage à :

- traiter les données uniquement pour les finalités et selon les instructions figurant au Cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT). Dans le cas où il considère qu'une instruction contrevient à la réglementation en matière de protection des données personnelles, le Titulaire en informe immédiatement France Travail Occitanie ;
- garantir la confidentialité des données personnelles traitées. Notamment, le Titulaire veille à ce que les personnes autorisées à traiter les données respectent leur confidentialité et bénéficient d'une formation suffisante en matière de protection des données personnelles ;
- prendre en compte les principes de protection des données dès la conception, ainsi que par défaut, prévus à l'article 25 du règlement général sur la protection des données » (RGPD), s'agissant des outils, produits, applications ou services développés ou mis en œuvre pour l'exécution du marché ;

- le cas échéant, aider France Travail Occitanie dans la réalisation des analyses d'impact et consultations préalables de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), prévues aux articles 35 et 36 du règlement général sur la protection des données » (RGPD) ;
- mettre à disposition de France Travail Occitanie l'ensemble des informations nécessaires permettant de démontrer le respect de ses obligations en matière de protection des données personnelles, ou permettant la réalisation d'audits sur pièces ou sur place, par France Travail Occitanie, un organisme mandaté par ses soins à cet effet ou toute autorité de contrôle à laquelle France Travail Occitanie est soumis. Le Titulaire contribue également à ces audits ;
- dans le cas où il a recours à un sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article 3.2 du présent Contrat, ou à un fournisseur pour mettre en œuvre tout ou partie du traitement, veiller à ce que le sous-traitant ou fournisseur présente les garanties suffisantes s'agissant de la mise en œuvre des mesures techniques et organisationnelles permettant de satisfaire aux exigences de la réglementation en matière de protection des données personnelles. Le recours au fournisseur doit en outre faire l'objet d'une autorisation écrite préalable ;
- dans le cas où il est dans l'obligation, en application du droit de l'Union européenne ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, de procéder à un transfert de données en dehors de l'Union européenne, en informer France Travail Occitanie avant la mise en œuvre du traitement, sauf interdiction pour des motifs importants d'intérêt public.

Le Titulaire déclare tenir par écrit le registre des activités de traitement prévu à l'article 30 du règlement général sur la protection des données (RGPD).

Sans préjudice des instructions le cas échéant fixées au Cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT) et conformément aux dispositions de l'article 32 du règlement général sur la protection des données (RGPD), le Titulaire définit et met par ailleurs en œuvre les mesures techniques et organisationnelles permettant de garantir un niveau de sécurité adapté au risque, compte tenu de l'état des connaissances, des coûts de mise en œuvre et de la nature, de la portée, du contexte et des finalités du traitement, ainsi que des risques pour les droits et libertés des personnes.

c) Information des personnes concernées

France Travail Occitanie informe les personnes concernées de l'existence du traitement, ainsi que de leurs droits, tels que prévus aux articles 15 à 23 du règlement général sur la protection des données (RGPD), notamment leur droit d'accès, de rectification, et dans certains cas, d'effacement ou d'opposition.

Dans le cas où des demandes d'exercice de ces droits lui sont adressées, le Titulaire transmet ces demandes à France Travail Occitanie, par courriel, à l'adresse courriers-cnil@francetravail.fr. Le Titulaire fait ses meilleurs efforts pour aider France Travail Occitanie à répondre à ces demandes.

d) Violation de données personnelles

Dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance, le Titulaire notifie à France Travail Occitanie, par courriel à l'adresse courriers-cnil@francetravail.fr, toute violation de données personnelles. Est jointe la documentation utile permettant, le cas échéant, à France Travail Occitanie de notifier la violation à la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL). Cette documentation comprend *a minima* les informations suivantes :

- la description de la nature de la violation de données, y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes et de données concernées ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation ;
- la description des mesures prises ou que le Titulaire propose de prendre pour remédier à la violation, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les conséquences.

e) Sort des données

Le Titulaire détruit l'ensemble des données à caractère personnel traitées, ainsi que leurs éventuelles copies, dès qu'elles ne sont plus nécessaires à l'exécution des prestations et au plus tard dans un délai de deux mois à compter de la fin de l'exécution du marché. Le Titulaire informe France Travail Occitanie de la date de cette destruction par ses soins et par ses éventuels sous-traitants ou fournisseurs, dans un délai maximum de huit jours calendaires. Ces dispositions ne sont pas applicables aux fichiers, documents et pièces justificatives que le Titulaire est tenu de conserver pour satisfaire à ses obligations légales et réglementaires.

3.4.2. Autres traitements de données personnelles

Indépendamment du traitement de données personnelles mis en œuvre pour le compte de France Travail Occitanie dans les conditions fixées ci-avant, le Titulaire traite également pour son propre compte des données personnelles pour les besoins de l'exécution et du suivi du marché et, le cas échéant, des contentieux liés à sa passation ou son exécution. Il en va de même pour France Travail Occitanie. France Travail Occitanie et le Titulaire s'engagent, chacun en ce qui le concerne, à respecter la réglementation applicable en matière de protection de données personnelles.

Chaque partie est seule responsable du traitement qu'elle met ainsi en œuvre pour son propre compte avec les données transmises par l'autre partie. Les données transmises dans le cadre du marché ne sont pas utilisées à d'autres fins que son exécution ou son suivi ou le suivi des contentieux.

Chaque partie informe les personnes concernées du traitement de données personnelles qu'elle met en œuvre et des moyens dont elles disposent pour exercer leurs droits, tels que prévus aux articles 15 à 23 du règlement général sur la protection des données (RGPD). Ces droits s'exercent, pour les traitements mis en œuvre par France Travail Occitanie, auprès de son délégué à la protection des données et, pour les traitements mis en œuvre par le Titulaire, auprès de son délégué à la protection des données, selon les modalités décrites ci-avant.

Sauf obligation légale et réglementaire particulière, France Travail Occitanie et le Titulaire s'engagent à détruire toutes les données personnelles et toutes leurs copies dans un délai de deux mois à compter de la fin de l'exécution du marché.

3.5. Résiliation

3.5.1. Résiliation aux torts exclusifs du Titulaire :

Sans préjudice des poursuites le cas échéant engagées à l'encontre du Titulaire, le marché est résilié de plein droit et sans mise en demeure préalable, aux torts exclusifs du Titulaire, dans les cas suivants :

- en cas d'inexactitude des renseignements communiqués avant la notification du marché en application de l'article R. 2143-3 du code de la commande publique ainsi qu'en cas d'inexactitude des documents et renseignements fournis en application des articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 du code du travail ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail ou de refus de produire ces pièces ;
- en cas de rejet de la demande d'enregistrement, de l'annulation de l'enregistrement ou de la caducité de la déclaration d'activité dans les conditions définies aux articles L. 6351-1 et suivants du code du travail ;
- en cas de manquement aux obligations résultant des articles V.5, V.8.1 et V.8.3 du présent Contrat ;
- en cas de contravention à la législation et réglementation du travail ou relative à la sous-traitance, d'actes frauduleux ou de tout autre fait pénalement répréhensible commis à l'occasion de l'exécution du marché ;
- lorsque le Titulaire fait obstacle à l'exercice des contrôles prévus à l'article V.6 du présent Contrat ;
- lorsque le Titulaire déclare ne pas pouvoir exécuter ses engagements ;
- dans le cas où le Titulaire est placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 du code de la commande publique ayant pour effet de l'exclure d'un marché

public, sauf ouverture d'une procédure de redressement judiciaire en application de l'article L. 631-1 du code de commerce dès lors que le Titulaire en a informé sans délai les services chargés de l'exécution du marché public ;

Le marché peut également être résilié aux torts exclusifs du Titulaire :

- après mise en demeure restée sans effet dans le mois calendaire suivant sa notification, en cas de manquement du Titulaire à l'une quelconque des autres obligations nées du marché ;
- lorsque, enjoint par France Travail Occitanie, en application de l'article L. 8222-6 ou L. 8254-2-1 du code du travail, de se conformer à ses obligations découlant des articles L. 8221-3, L. 8221-5 et L. 8251-1 alinéa 1 du même code, le Titulaire n'a pas, dans un délai de deux mois à compter de cette injonction valant mise en demeure au sens du présent article, rapporté la preuve de la fin de sa situation irrégulière ou de celle du sous-traitant direct ou indirect. La résiliation prend effet à compter de la date fixée dans la décision de résiliation et au plus tard six mois à compter de l'injonction. Toutefois et compte tenu de la situation du Titulaire notamment lorsqu'il est en cours de régularisation de sa situation, France Travail Occitanie peut décider de lui accorder un délai supplémentaire pouvant aller jusqu'à deux mois. Lorsque le Titulaire n'a pas régularisé sa situation à l'expiration du délai fixé par France Travail Occitanie, le marché est automatiquement résilié sans nouvelle mise en demeure à date d'effet de six mois à compter de l'injonction de France Travail Occitanie ;
- lorsque, enjoint par France Travail Occitanie en application des articles L. 1262-4-3 et L. 3245-2 du code du travail de se conformer à ses obligations du non-paiement partiel ou total dû au salarié détaché du Titulaire, d'un sous-traitant direct ou indirect ou d'un cocontractant d'un sous-traitant, l'auteur n'a pas, dans un délai de sept jours, régularisé sa situation. A l'expiration de ce délai, France Travail Occitanie transmet à l'agent de contrôle les informations dont il dispose. Dans le cas où l'auteur des manquements n'a pas régularisé sa situation, France Travail Occitanie résilie le marché sans délai. La date d'effet de la résiliation est la date de notification de la décision.

La résiliation du marché public aux torts exclusifs du Titulaire n'ouvre droit au versement d'aucune indemnité.

Dans tous les cas mentionnés ci-avant, France Travail Occitanie se réserve en outre la possibilité de pourvoir à l'exécution des prestations objet du marché résilié, aux frais et risques du Titulaire, à la seule condition de l'en informer à la notification de la décision de résiliation. Le cas échéant, l'augmentation des dépenses par rapport au ou aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du Titulaire par un autre opérateur économique est à la charge exclusive du Titulaire ; la diminution des dépenses ne lui profite pas. Le Titulaire ne peut prendre part à quelque titre que ce soit à l'exécution des prestations reprises à ses frais et risques par un autre opérateur économique.

Dans tous les cas mentionnés au présent article, la date d'effet de la résiliation est fixée dans la décision de résiliation ; à défaut, la date d'effet de la résiliation est la date de notification de la décision de résiliation.

3.5.2. Résiliation pour motif d'intérêt général :

France Travail Occitanie peut, à tout moment, par décision unilatérale, mettre fin à l'exécution du marché pour des motifs d'intérêt général. En ce cas, la résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de notification de cette décision. Le Titulaire reconnaît être parfaitement informé de ce que France Travail Occitanie se réserve la possibilité d'émettre des commandes jusqu'à la veille de la date d'effet de la résiliation.

3.6. Litiges

En cas de litige, la loi française est seule applicable et les tribunaux français seuls compétents. Les parties conviennent de rechercher en cas de litige un accord amiable et, faute de l'obtenir, de s'en remettre à la juridiction administrative compétente. En application du second alinéa de l'article R. 312-11 du code de justice administrative, il est expressément convenu que le tribunal administratif territorialement compétent à l'égard de tout litige se rapportant à l'exécution du marché est le tribunal administratif de TOULOUSE.

Fait àle.....

Signature du représentant du Titulaire :
(à revêtir du cachet de la société)

Signature du représentant de France Travail
Occitanie :

2.SIGNATURE DES PARTIES

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que cette rubrique lui est réservée

Pour le titulaire, le mandataire du groupement ou l'ensemble des membres du groupement si le mandataire n'a pas été habilité à signer le contrat.

Fait à ...

Le ...

Signature :

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que cette rubrique est réservée à France Travail

Pour France Travail :

Fait à, le

Signature du représentant de France
Travail

3.NOTIFICATION DU MARCHÉ

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que cette rubrique est réservée à France Travail

Est remise au titulaire, à titre de notification du présent marché, une copie du présent contrat

☐ en mains propres

Fait à, le

Signature du représentant du titulaire

☐ par envoi par la plateforme de dématérialisation
dont le titulaire accuse réception

Agrafer sur cette page l'avis de réception
dématérialisé.